POLICE PARTOUT

# À Pierrefitte, la police municipale a la bavure aux lèvres

Coups, menaces, insultes racistes : les policiers de cette ville de Seine-Saint-Denis recourent à la violence en toute impunité.

21 janvier 2021 Épisode n° 9

Texte Yann Levy
Photo Document « Les Jours »

Mais que se passe-t-il avec la police municipale de Pierrefitte-sur-Seine ? En 2017, Michel Fourcade, le maire socialiste de cette ville de Seine-Saint-Denis organise un sondage où près d'un millier d'électeurs se prononcent en faveur de l'armement de la police municipale. L'édile déclarait à l'époque au *Parisien* : *« Cela va déjà permettre d'attirer des candidats aux postes ouverts. »* Depuis, l'élu, qui en est à son troisième mandat, a souhaité doubler les effectifs de ses agents sans remettre en question leurs méthodes d'intervention ou d'expression. Et pourtant… Depuis, des policiers municipaux se sont affichés avec des écussons prisés de l'extrême droite, *« un appel sans équivoque et inacceptable à la violence »* s'alarme Stéphane Peu, député communiste du département, auprès de Michel Fourcade dans un courrier que nous nous sommes procuré. Un élu de Pierrefitte, lui, dénonce une *« milice fasciste »* tandis que Nadège Abomangoli, vice-présidente (La France insoumise) du conseil départemental, va plus loin, réclamant à Michel Fourcade, *« compte tenu de la gravité des faits »*, que des enquêtes soient *« dûment diligentées »*. Ambiance.

Tout est parti d'un tweet du journaliste Pierre-Olivier Chaput qui, le 5 novembre dernier, publie la photo de deux policiers municipaux de Pierrefitte arborant sur leur uniforme un écusson à tête de mort entouré du slogan *« Dieu jugera nos ennemis, nous organisons la rencontre. »* Ce n'est pas n'importe quelle tête de mort, c'est le Punisher. Un personnage ultraviolent de l'univers Marvel dont des soldats de l'armée américaine en Irak ont été les premiers à afficher le logo, explique William Blanc, historien qui travaille sur la récupération de l'imagerie médiévale dans la culture pop : *« Le Punisher est un personnage promouvant*

*une justice expéditive sans procès. Certains militaires, à travers lui, voulaient instaurer un sentiment de terreur en affirmant qu'ils ne feront pas de quartier. […] Puis certains policiers aux États-Unis, au Canada et en France ont commencé à l'adopter.* » Et à la « mumu » de Pierrefitte, ainsi qu'on appelle ici la police municipale, aussi. Nous avons même trouvé un troisième policier s'affichant sur son compte Instagram – désormais passé en privé – avec le logo du Punisher.

## L'écusson du Punisher porté par des policiers municipaux est un simple « grigri » pour le maire, mais le symbole d'une « milice fasciste » selon un élu Insoumis

Mais le maire Michel Fourcade n'en a cure et pour lui, l'écusson du Punisher n'est qu'un simple *« grigri »*, argue-t-il au *Parisien*. Yohan Sales, élu municipal de Pierrefitte pour La France insoumise, y voit plutôt le symbole d'une *« une milice fasciste »*, comme il le tweetait le 6 novembre dernier. Le maire rejette toute critique et monte en première ligne pour défendre, protéger et couvrir sa police. Toutes les demandes d'enquête administrative sont balayées d'un revers de main, qu'elles proviennent de l'opposition municipale ou de Nadège Abomangoli, vice-présidente du conseil départemental. Finalement, le maire fait retirer les patchs mais annonce qu'il dépose plainte contre Yohan Sales pour mise en danger de la vie d'autrui et diffamation. Dans la foulée, il obtient de sa majorité municipale la protection fonctionnelle pour les deux policiers dénoncés : la mairie s'engage à apporter une assistance juridique et réparer les préjudices éventuels subies par les deux agents. Le message est clair : touche pas à ma police.

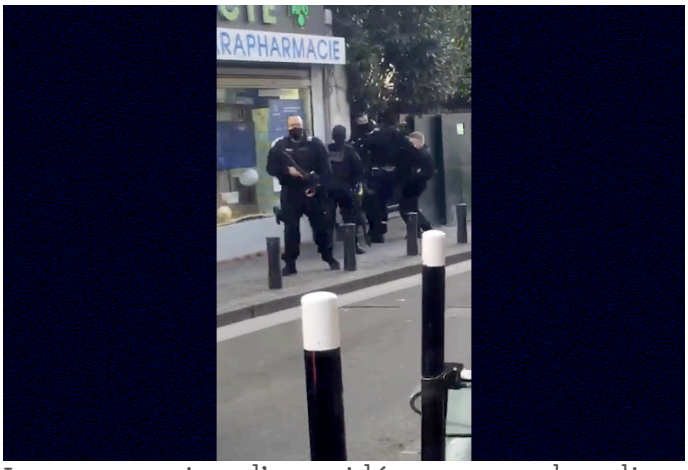
Images extraites d'une vidéo montrant la police municipale de Pierrefitte-sur-Seine — Captures d'écran de la vidéo postée par Yohan Sales.

Un mois plus tard, le 18 décembre, Yohan Sales publie sur Twitter une vidéo dans laquelle on voit deux policiers municipaux, un homme et une femme, faire reculer trois jeunes, utilisant pour l'un une gazeuse et pour l'autre un chien d'attaque qui saute à plusieurs reprises sur l'un des individus. Là encore, Michel Fourcade enterre les allégations de violences policières. Au site Actu.fr, la mairie affirme que les jeunes ont été poursuivis pour avoir mis en échec le contrôle d'un dealer. Nous avons rencontré Massi, David et Elton, les jeunes qui ont filmé la scène. Ils sont catégoriques : la personne contrôlée que l'on aperçoit dans leur vidéo, et qu'ils connaissent, n'est pas un dealer. *« On a filmé parce que c'est plus possible de toujours subir »*, explique David. Les trois témoins, remontés contre le maire, assurent n'avoir jamais perturbé le contrôle et la fouille du jeune homme. David, blasé : *« C'était choquant. Le petit, il avait son pantalon baissé au milieu de la rue, devant tout le monde. On n'est pas des animaux. »* Lorsque les policiers

s'aperçoivent qu'ils sont filmés, ils traversent la route et repoussent les jeunes dans une rue perpendiculaire. C'est ici, comme nous pouvons le voir dans d'autres vidéos que *Les Jours* se sont procurées, que tout dégénère. Massi se fait charger par le chien à plusieurs reprises. Elton est gazé et embarqué par la police municipale. Au sol, son masque en papier est recouvert de sang : *« Je ne voyais plus rien, je ne sais pas ce qu'il s'est passé. »* Il pense avoir saigné du nez pendant l'interpellation. Toujours au site Actu.fr, la ville assure qu'il n'y a eu aucun manquement déontologique. Pourtant, Elton affirme avoir été gazé à moins de deux mètres et une des vidéos montre que le chien d'attaque a bien été démuselé au cours de l'intervention.

## Les témoignages recueillis par « Les Jours » dressent le portrait d'une police municipale violente qui instaure un climat délétère à Pierrefitte

Nous voilà rue de Paris, la voie commerçante du centre-ville de Pierrefitte, où nous avons recueilli des dizaines de témoignages sur le comportement de la police municipale. Certains décrivent des agents municipaux qui circulent avec la porte latérale du Kangoo ouverte pour permettre à un policier de viser les habitants avec son LBD. D'autres font état de coups de pression sur des conducteurs pas assez vifs au volant, sur des commerçants. Des insultes racistes. Un jeune qui souhaite rester anonyme explique s'être vu proposer par la « mumu » *« un tête à tête dans leur dojo »* – leur salle de sport. Tony Ferreira Pinto, 21 ans, fonctionnaire, raconte avoir fini en garde à vue en décembre dernier après s'être fait interpeller et traiter de *« gros lard »*, parmi d'autres insultes en portugais, pour ne pas avoir porté de masque sur sa trottinette. Le jeune homme est convoqué le 1er juin prochain au tribunal pour répondre d'un délit d'outrage envers un agent, auquel il aurait dit *« d'aller se faire enculer »*. Il reconnaît l'insulte mais, amer, se demande : *« Pourquoi ils ne m'ont pas juste verbalisé ? Pourquoi ils m'ont insulté ? »*



Images extraites d'une vidéo montrant la police municipale de Pierrefitte-sur-Seine — Document *Les Jours*.

Selon « Momo », un agent municipal est monté sur le toit de sa voiture pour sauter à pieds joints sur ses épaules afin de le faire tomber. Il est emmené au commissariat de Stains – un des commissariats dont dépend Pierrefitte – mais les policiers municipaux renoncent à déposer plainte contre lui, raconte Momo, après que la police nationale demande à visionner les images de vidéosurveillance. Il y a aussi l'histoire de ce commerçant qui, un soir de décembre 2020, voit des agents débarquer en masse dans son magasin car il ne porte pas son masque, et empêchent un client d'entrer dans la boutique d'un coup de pied dans le dos, affirme le commerçant. Celui-ci reconnaît qu'il n'avait pas de

masque, mais il était seul dans son magasin explique-t-il, et il s'interroge sur la méthode et sa régularité. *« Pourquoi sont-ils sortis quand je leur ai montré la caméra ? »*

Au quotidien, ces comportements qu'on nous rapporte nourrissent une ambiance pernicieuse. Pour Yohann Sales, l'élu Insoumis, il y a une tension palpable chez une partie de la jeunesse de la ville que le maire ne semble rien faire pour apaiser. *« Je n'ai pas compris la réaction de la majorité municipale, elle joue à un jeu dangereux. Le climat est délétère. »* Toutes les personnes que nous avons rencontrées redoutent une bavure prochaine.

> « Deux policiers m'ont immobilisé en m'écrasant leurs genoux dans le dos. Je leur ai dit que je n'avais plus de reins, que j'étais handicapé, mais ils ont continué de me maintenir plaqué sur le ventre. »
>
> **Charles**

La plupart des témoignages sont difficiles à vérifier, mais des victimes ont décidé de saisir la justice pour des violences exercées par la police municipale. C'est le cas de Charles, 48 ans, handicapé à 80 % suite à un AVC. Il nous reçoit chez lui, un logement social meublé du minimum. La vie de cet ancien agent de sécurité incendie est désormais rythmée par la prise quotidienne de dix-sept médicaments et trois dialyses hebdomadaires. Le 25 août dernier, il rentre chez lui après ses quatre heures de soin et constate qu'on lui a coupé l'électricité. Problème : il fait 29°C et une partie de ses médicaments doivent être conservés au réfrigérateur. Dans l'incapacité de régler la dette et face à l'urgence de la situation, Charles se rend au service social situé à côté de chez lui pour demander de l'aide à son assistante sociale. Elle refuse de le recevoir. Charles panique. *« Me couper l'électricité, c'était comme me mettre un couteau sous la gorge. Sans mes médicaments, je ne peux pas vivre ! »* Il décide alors de faire un sit-in et annonce : *« Je m'assieds, je ne bouge pas, et je ne sors pas sans avoir une solution. »* Pour autant, il est resté calme, assure-t-il aujourd'hui : *« Je ne suis pas violent, je ne peux pas être violent : si j'ai un pic de tension, je peux en mourir. »* La personne à l'accueil appelle alors la police municipale, cinq agents arrivent.

Image extraite du compte Instagram d'un policier municipal de Pierrefitte-sur-Seine arborant un écusson du Punisher — Document *Les Jours*.

Charles détaille les faits décrits dans le dépôt de plainte auprès de la police nationale que *Les Jours* ont pu consulter. Lorsqu'il tente de désamorcer la situation et d'expliquer son handicap, il fait face à

un mur. Ses souvenirs sont vifs : *« Je n'en ai rien à foutre, on m'a appelé pour te faire dégager ! »*, hurle un premier policier. *« Dégage d'ici ou je te gaze ! »*, menace un autre. Un policier lui fait une balayette, il s'écroule. Ses lunettes tombent au sol et se cassent.
*« Deux policiers m'ont immobilisé en m'écrasant leurs genoux dans le dos. Je leur ai dit que je n'avais plus de reins, que j'étais handicapé, mais ils ont continué de me maintenir plaqué sur le ventre. »*
Charles les supplie de ne pas lui passer les menottes, il est terrorisé. *« J'avais peur pour mon bras. En cas de rupture de la fistule* [une connexion sanguine très fragile créée pour faciliter la dialyse, ndlr], *je peux mourir. »* Rien n'y fait, les cinq hommes serrent les menottes, le pansement couvrant le cathéter de la dialyse est arraché. Les policiers le traînent alors sur une cinquantaine de mètres et le chargent dans leur véhicule pour le présenter à la police nationale de Stains. Dans la voiture, l'agent assis à ses côtés lui écrase le visage avec son poing contre la vitre pendant qu'un autre lui balance : *« Des mecs comme toi, des gars qui ne sont là que pour gratter des aides, on n'en veut pas en France ! »* À Stains, un agent de la police nationale lui dit : *« On vous relâche dans cinq minutes, quand ils seront partis. »* Charles a écrit au maire pour se plaindre mais n'a jamais reçu de réponse de sa part.

> « C'est le domaine privé du maire et il est seul responsable de ce que la police fait. Il valide tout, c'est impossible qu'il ne sache pas ce qu'il se passe. »
>
> **Christian Goulard, ancien maire adjoint et délégué à la gestion du personnel**

Halim Fekiri tient une boutique de réparation de téléphonie mobile. Le 8 novembre 2019, le quadragénaire assiste à un meeting politique dans le centre-ville. Pris d'une envie très pressante, il préfère sortir se soulager contre un mur plutôt que d'attendre son tour aux toilettes. Il raconte qu'un policier municipal l'interpelle et lui lance : *« Alors petite bite, tu fais quoi ? »* Halim Fekiri tente d'établir en vain le dialogue, s'excuse pour son comportement. Un policier le balaye, il est immobilisé sur le ventre sous la menace d'un énorme chien. Le souvenir est précis : *« L'un d'eux appuyait sur ma nuque avec sa chaussure pendant qu'on me menottait dans le dos. »* Halim Fekiri est installé entre deux policiers sur la banquette arrière : *« Ils m'écrasaient le visage avec leurs coudes. »* Un des policiers à l'avant met un morceau de raï pour se moquer de lui, un autre excite le chien en criant *« Vas-y, bouffe-le »*. Les insultes racistes fusent : *« petit bougnoule », « sale Arabe », « on vous baise vos femmes, vos sœurs on leur casse le cul »*. Le commerçant nous montre son dépôt de plainte auprès de l'IGPN, la « police des polices », qui recense les mots et les faits, et la fin de non-recevoir adressée en retour, lui expliquant que la police municipale relève de la compétence du maire. Ne sachant que faire, Halim Fekiri a laissé tomber les poursuites.

Charles montre l'emplacement de la fistule arrachée lors de l'intervention de la police municipale — Photo Yann Levy pour *Les Jours*.

Nous avons tenté de joindre Michel Fourcade pour lui poser des questions relatives aux témoignages que nous avons recueillis. Son secrétariat a répondu qu'il nous appellerait, mais depuis, nous n'avons eu aucune nouvelle. Dans un communiqué de presse daté du 12 novembre, la municipalité de Pierrefitte se dit *« fière de son service de police municipale [ayant] retrouvé en trois ans son attractivité »*. Depuis, la majorité PS-EELV a voté le doublement du nombre de policiers municipaux. Nous avons demandé à Christian Goulard, ancien maire adjoint et délégué à la gestion du personnel, comment se passait généralement le recrutement, et s'il était possible que le maire puisse ne pas être au courant du comportement de la police. Sa réponse est claire : l'ancien élu, pourtant en charge du personnel, n'a jamais embauché un seul policier municipal. *« C'est le domaine privé du maire,* assure-t-il, *et il est seul responsable de ce que la police fait. Il valide tout, c'est impossible qu'il ne sache pas ce qu'il se passe. »*

**Pierrefitte-sur-Seine**
*Cette ville de 30 000 habitants est l'une des plus pauvres de Seine-Saint-Denis : en 2017, 36,1 % de sa population vivait sous le seuil de pauvreté. Seuls 30 % de ses habitants sont inscrits sur les listes électorales. Pierrefitte ne dispose pas de son propre commissariat de police nationale, mais dépend de ceux de Stains et Saint-Denis.*

**Anonymat**
*Leurs prénoms ont été modifiés.*

**Lacrymogène**
*L'usage des bombes lacrymogènes est réglementé. Selon le texte de référence de la police nationale en date du 14 juin 2004, la bombe aérosol doit être utilisée en privilégiant des jets brefs, d'environ une seconde, dans la mesure du possible à plus d'un mètre de la cible afin d'éviter un choc oculaire dangereux.*
En savoir plus : https://juridique.defenseurdesdroits.fr/doc_num.php?explnum_id=8355

*PDF généré le 22 janvier 2021 pour jet@no-log.org*

**Texte** **Yann Levy**

**Photo** **Document « Les Jours »**

**Édité par** **Lucile Sourdès-Cadiou**

Vous pouvez consulter une version enrichie de cet article à l'adresse :
https://lesjours.fr/obsessions/police-racisme-banlieue/ep9-police-municipale-pierrefitte/

## Éditeur

Les Jours est édité par la société *Les Jours SAS*.
• *Capital social : 130 170 €*
• *Immatriculée sous le numéro 812 749 323 au RCS de Paris.*
• *Numéro de TVA intracommunautaire : FR 12 812749323*
• *Numéro de CPPAP : 0118 Y 92937*
• *Adresse : Les Jours - BP 103 - 75921 Paris 19 PDC*
• *Téléphone : 09 83 98 59 95*
• *E-mail : contact@lesjours.fr*
• *Directrice de la publication : Isabelle Roberts*